

# Lecteurs et non-lecteurs: du bon usage de la croyance

par Pascal DURAND

Le sociologue - et en particulier celui qui s'attache à l'étude du domaine culturel - passe généralement pour un glacial démystificateur, soucieux avant tout de réfréner l'idéalisme du plaisir au profit de la sèche réalité des déterminations sociales et des contraintes économiques. Et il est vrai que lui-même se représente volontiers *le premier temps* de sa démarche sous la forme d'un travail de sape qui est mise en doute des explications toutes faites, suspicion à l'égard des consensus trop fortement établis et tentative de retrouver en deçà des solutions simplificatrices les questions complexes dont elles ont réduit la portée ou dévié le sens. Bref, il se conçoit, et conçoit donc aisément qu'on le perçoive, comme un «empêcheur de penser en rond». Cependant, il faut se rappeler que ce travail négatif n'est rien d'autre à ses yeux que le premier moment, indispensable, d'un processus d'analyse et d'action, dont le caractère *constructif* s'avère, quant à lui, moins reconnu. Or, si la sociologie constitue plus qu'un savoir fermé sur soi-même, si elle a, en d'autres termes, une *efficacité sociale*, c'est bien parce qu'elle vise, en agissant sur les modes communs de pensée, à susciter des modalités d'actions nouvelles, capables - au mieux - de transformer les données du jeu social dans le sens d'une plus grande équité, c'est-à-dire vers une meilleure répartition, entre les acteurs de ce jeu, des «chances» et des «gains».

Ainsi, intervenant dans le carrefour «Lieux et moments de lecture», il m'est apparu, à l'écoute des bibliothécaires et des enseignants rapportant leurs expériences (bonnes ou mauvaises) en matière de diffusion du livre auprès du grand public, qu'il était utile de les mettre en garde contre certains effets de discours touchant au livre et à la lecture. Effets de discours d'autant plus pernicious, en l'occurrence, qu'induits par un message progres-

siste (le livre pour tous, la lecture par tous) et ayant toutes les apparences d'arguments anti-élitistes, ils dévoient ce message *vers* ce que celui-ci cherche à contester et pourraient, à terme, rendre inefficace toute tentative concrète de lever les barrières qui séparent de la culture légitime et du livre en particulier les classes dites «défavorisées».

Quels sont ces «effets de discours» et quels sont, en outre, les présupposés, socialement diffus, qui rendent possible leur éclosion au sein même des discours les moins susceptibles d'élitisme culturel ?

En gros, il s'agit sous différentes espèces, de l'assertion selon laquelle la lecture (*i.e.* la consommation de livres, à des fins esthétiques, ludiques ou didactiques) constituerait non seulement un *droit* mais encore une *nécessité vitale* pour tout individu, quels que soient son appartenance sociale et son degré de cultururation. Dit simplement (je cite un intervenant) : «On ne peut pas vivre sans lire!».

Loin de moi l'intention de mettre en doute la sincérité d'une telle déclaration, dictée par l'enthousiasme, d'ailleurs communicatif, de qui entend remplir au mieux sa mission (amener au livre les non-lecteurs) ; par contre, il est permis de douter de sa rentabilité pratique et l'on peut même craindre qu'elle ne produise, auprès de ceux à qui elle s'adresse, la réaction inverse de celle qui est recherchée. Passons sur le fait qu'elle entre en contradiction avec le discours dans lequel elle s'énonce (discours sur les moyens de donner accès à la lecture aux non-lecteurs) : si nul ne pouvait vivre sans lire, tous les vivants liraient. Or, on le sait bien, la plupart des enquêtes ont démontré le fait que le public du livre (tous genres confondus) avoisine, dans nos pays

dits «avancés», les 53 % de la population globale. De manière plus intéressante et d'un point de vue pratique, on relèvera qu'il y a tout lieu de craindre que la détermination de la lecture comme besoin vital éloigne les non-lecteurs du livre davantage qu'elle ne les en rapproche. Effet bien connu : survaloriser une pratique à l'intention de ceux qui ne l'exercent pas revient au bout du compte à creuser l'écart entre eux. (Si le livre est cette denrée rare et prestigieuse, en quoi me concerne-t-il, moi qui occupe dans la société une position sans prestige ?).

Que le livre constitue un bien et un outil privilégié de culture, de plaisir, de savoir, c'est chose entendue. Encore conviendrait-il de s'interroger sur les raisons objectives de sa position dominante dans la hiérarchie des media culturels : en vertu de quelle règle serait-il supérieur - sinon *en fait*, du moins *en droit* - au film, au spectacle théâtral et même, quand elle est de qualité, à telle émission de télévision ? Pourquoi suggère-t-on aux adolescents de lire ou de lire davantage et non d'aller plus au cinéma ou au théâtre ? En quoi tel roman de Troyat ou d'Hervé Bazin serait-il d'une consommation plus noble et plus enrichissante que tel film de Téchiné, de Rohmer, voire de Steven Spielberg ? La réponse, courante : le livre requiert une consommation *active* cependant que le film ou l'émission télévisée place et même maintient le spectateur dans un état de *passivité*, peu propice au développement intellectuel. A cette explication, on objectera aisément qu'il est des lectures passives (chacun en fait quotidiennement l'expérience, ne serait-ce qu'avec son journal matinal) et des visionnements actifs, sinon réactifs, et que, sur le plan de la formation culturelle, il vaut peut être mieux voir un film de Visconti où elle joue que lire les mémoires d'Annie Girardot. Il faut donc

chercher ailleurs l'explication. De ce côté sans doute: la précellence du livre constituerait par excellence ce que Pierre Bourdieu appelle un *fait de croyance*, c'est-à-dire cet effet de valorisation qui s'attache à un produit, dès lors qu'il entre dans le jeu des compétitions, des luttes qui structurent le champ social (c'est la compétition pour l'acquisition d'un objet qui fait sa valeur et non l'inverse). Le livre, en quelque sorte, participe d'un champ de la lecture qui est de constitution très ancienne et il a, de plus, longtemps été le seul support culturel disponible (cependant que le cinéma, d'invention récente n'a vu développer un «marché de la cinéphilie» qu'à partir des années soixante, c'est-à-dire au moment où il s'est dépopularisé). De là son «aura» symbolique et son prestige. De là aussi les puissants effets de croyance qui s'attachent à lui.

On peut, sans crainte d'erreur, postuler que cette croyance en la haute valeur du livre est «la chose la mieux partagée du monde», autrement dit qu'elle imprègne la totalité du corps social, affectant même les non-lecteurs, c'est-à-dire ceux qui n'achètent pas de livres et n'entrent jamais dans une bibliothèque (2). Pourquoi dès lors tels, mus par cette croyance, sont-ils au nombre des lecteurs ou des liseurs, et tels autres, qui la possèdent également, restent-ils des non-lecteurs? Deux hypothèses explicatives se présentent, nullement exclusives l'une de l'autre :

1. *Il y a divers usages de la croyance, liés aux différents niveaux socioculturels des agents.* Entendons par là que l'école inculque à ceux qui la fréquentent au-delà d'un certain degré, non seulement la croyance elle-même, mais encore le bon usage de cette croyance, c'est-à-dire la capacité à la performer dans l'activité de la lecture. En d'autres termes, l'école, dans ses grandes classes, n'enseigne pas seulement la lecture en tant que compétence, mais aussi en tant que qualité : elle qualifie le sujet à pratiquer cet objet de qualité qu'est le livre. De là que les sujets non quali-

fiés perçoivent le livre comme une valeur pour eux inaccessible (ou, ce qui revient au même, inutile).

2. *Il y a un «marché» des lectures* auquel participent les sujets lettrés (où ils peuvent faire valoir leurs lectures comme signes de valeur et de légitimité) mais dont sont exclus ceux qui n'ont pas le degré de formation nécessaire pour y entrer et pour qui la lecture, étant sans rentabilité symbolique, apparaît dès lors comme une activité dispendieuse, sans efficacité sociale - bref, une pure dépense, un luxe stérile.

Dans de telles conditions le problème qui se pose aux animateurs-bibliothécaires et, plus généralement, à tous ceux - enseignants, parents, etc. - qui entendent diffuser le livre hors du cercle étroit dans lequel il constitue un bien d'emblée perçu comme rentable, est le suivant : comment donner le désir de lire à ceux pour qui lire n'est pas un besoin ? On l'a vu, le problème ne sera pas réglé en survalorisant le livre, en l'argumentant comme «denrée» de première nécessité (pour de tels arguments, il faut déjà des convaincus), ni bien sûr en l'imposant comme objet dont la consommation est requise dans la compétition sociale. A tous moments, ce type d'incitations à la lecture risque en effet de tourner au repoussoir.

Quelle voie emprunter alors ? La plus sûre (3), qui n'est pas la plus «directe», me paraît être de faire parvenir à la lecture par ce que j'appellerais des «chemins de traverse», en détournant d'abord l'attention vers d'autres media culturels, au premier chef desquels le cinéma (en salle, en vidéo, ou à la T.V.).

Pour cette raison fort simple, mais curieuse, que les sociologues de la culture ont constaté, après enquête, que les gros consommateurs de livre sont aussi des spectateurs assidus (au théâtre comme au cinéma) et des téléspectateurs éclectiques (4). Tout porte donc à penser que l'encouragement à «consommer» d'abord des produits culturels moins nimbés de prestige que le livre (mais d'une non

moindre qualité) ne pourra, à terme, que favoriser l'accès à celui-ci et aux lieux où il s'offre en nombre : les bibliothèques. Sur ce point l'école a un rôle à jouer : qu'elle montre des films, qu'elle monte des spectacles théâtraux, notamment participatifs. A ce jeu, le livre et la culture - sans culte - et les ci-devant non-lecteurs ont beaucoup à gagner.

(1) Pierre Bourdieu, "La production de la croyance", dans Actes de la Recherche en Sciences sociales, 1977, n°13, pp. 3-44.

(2) Cette "unanimité" de la croyance s'explique aisément par le fait que les valeurs de la classe dominante par fonction, de par cette dominance même, de "modèle de référence" pour l'ensemble du corps social (l'état de "dominé" étant, en quelque sorte, sanctionné par une incapacité à développer des modèles spécifiques, non imités).

(3) Ce n'est pas la seule. On peut penser, par exemple, à l'exercice de l'écriture - de contes, de fictions - comme incitation détournée à visiter ces musées vivants d'écriture que sont les livres.

(4) De telles enquêtes contredisent l'opinion courante selon laquelle le cinéma, la télévision ou les activités sportives seraient la cause d'un affaiblissement de l'intérêt envers l'activité lectorale; on constate en effet, tout au contraire, soit une corrélation entre ces diverses activités, soit leur défaut collectif (qui lit peu va peu au cinéma).